

Je m'habituais à voir dans mes humeurs un agencement de molécules, dans mes préférences le produit d'une éducation. Les interdits communs, même ceux du milieu où je vivais, m'apparaissaient frappés du plus grand relativisme. Là où d'autres décrivaient une nature, je déchiffrais des codes ; quand on m'opposait l'évidence, j'en appelais à la généalogie des usages. (Marc Lambron, *Les menteurs*, Grasset)

J'ai perdu toutes mes certitudes, mais j'ai gardé intactes mes illusions. (Jorge Semprun)

Un récent rapport de l'ONG *Oxfam* révèle que les huit fortunes les plus importantes du monde représentent autant que les revenus cumulés de la moitié la plus pauvre de l'Humanité.

Il est plus facile ériger un mur que vaincre la pauvreté.

Les dirigeants sont comme des canards qui nagent dans l'étang. Si vous regardez la surface, tout semble calme et tranquille. Mais si vous regardez dessous, ils sont en train d'agiter les pattes comme s'ils étaient poursuivis par le diable en personne" (Badham)

La différence entre un héros et un salaud est parfois ténue : cela dépend de la fin. (François Fillon)

Le hasard, c'est le déguisement que prend Dieu pour voyager incognito. (Albert Einstein)

L'ouverture d'esprit n'est pas une fracture du crâne. (Pierre Desproges)

Je n'ai jamais abusé de l'alcool, il a toujours été consentant. (Pierre Desproges)

Si vous parlez à Dieu, vous êtes croyant ... S'il vous répond, vous êtes schizophrène. (Pierre Desproges)

5 fruits et légumes par jour, ils me font marrer ... Moi, à la troisième pastèque, je cale. (Pierre Desproges)

Quand il n'y a rien à faire, il suffit de ne rien faire... et tout est fait ! (Le chat)

J'aime bien l'endroit où j'habite parce que c'est pas loin de chez moi. (Le chat)

Toute philosophie de l'histoire qui se présente comme objective n'est jamais que l'histoire de la philosophie subjective de celui qui la propose. (Michel Onfray, *Décadence*, Flammarion)

Le réel n'est jamais que le dépliage d'une fatalité, le pur effet du déterminisme. Les hommes s'illusionnent quand ils pensent vouloir ce qui les veut. (Michel Onfray, *Décadence*, Flammarion)

Une religion sans glaive, c'est une secte. (Michel Onfray, *Décadence*, Flammarion)

La clé du monde n'est pas dans le livre qui dirait le monde mais dans le monde lui-même ; le sage examine la nature et regarde comment elle fonctionne afin d'en extraire des lois qui lui permettent de se construire une sérénité dans le cosmos. La science, et non la théologie, est la discipline qui permet de diminuer la religion d'autant qu'elle permet d'augmenter la philosophie. (Michel Onfray, *Décadence*, Flammarion)

Les amis de nos amies sont nos amants. (Natalie Clifford Barney)

Un banquier c'est quelqu'un qui a pognon sur rue. (Pierre Berloquin)

Un cannibale est quelqu'un qui aime son prochain... avec de la sauce. (réplique du film *Un homme de trop*, de Costa-Gavras)

Deux propositions de résolution ont été déposées simultanément (le 15 novembre 2016) à l'Assemblée nationale[1]. L'une signée de Bernard Accoyer et de 31 autres élus de droite, l'autre de Jean-Yves Le Déaut avec 37 autres élus de gauche. Toutes les deux sont rédigées exactement dans les mêmes termes, et portent sur « *les sciences et le progrès dans la République* ». Nous publions ici de larges extraits de l'exposé des motifs, ainsi que les précisions des deux initiateurs que nous avons interrogés.

[1] texte complet sur le site www.assemblee-nationale.fr (propositions de résolutions n°4214 et 4215).

- - - - -

« *La République n'a pas besoin de savants !* » Telles sont les paroles attribuées au président du Tribunal Révolutionnaire au moment de la condamnation à mort du chimiste Lavoisier en 1794 après la suppression de l'Académie des Sciences par la Convention. « *Et pourtant elle tourne !* » aurait dit Galilée après le procès qui lui a été fait après sa présentation de la théorie de la rotation de la terre. « *Les partisans de Mendel sont les ennemis du peuple soviétique* » disait Lyssenko, qui obtenait de Staline et de Khrouchtchev la condamnation de la génétique classique, la fermeture de laboratoires et le licenciement de chercheurs en URSS.

Si de nos jours, cette forme d'obscurantisme semble dépassée [...], nous devons malheureusement affronter un climat de défiance croissant vis-à-vis des institutions scientifiques et des savants qui, pourtant, constituent un pilier fort de notre République [...].

Tout en favorisant l'accès à la culture, la numérisation en cours de nos sociétés et l'usage d'Internet amplifient la dérégulation du marché de l'information scientifique, faisant place à la diffusion de croyances les plus dangereuses, si bien que les pouvoirs publics et nos concitoyens peinent à hiérarchiser les éléments nécessaires à la prise de décision en matière de choix scientifiques et techniques. Cette évolution inquiétante prend sa source dans la confusion de plus en plus marquée entre ce qui relève des savoirs issus d'une démarche scientifique rigoureuse et ce qui relève de croyances ou de désinformation [...].

Par la confusion entretenue entre savoir et opinion dans les espaces publics et numériques, la défiance qui en résulte menace l'activité et les fondements de la recherche scientifique. La prolifération d'informations tronquées ou inexactes, comme de théories complotistes, génère des inquiétudes, de l'endoctrinement et alimente les parcours de radicalisation. Cela se traduit par une fragilisation du socle des valeurs républicaines. Ainsi, la rationalité et l'objectivité, héritages de la philosophie des Lumières, s'opposent-elles désormais au relativisme, une idéologie qui conteste l'idée même de progrès et impose ses vues à force d'amalgames, d'anathèmes, voire d'actions violentes. Au-delà, c'est l'existence même de la démocratie qui est menacée si nos scientifiques et nos

ingénieurs ne peuvent s'exprimer et être écoutés dans leur rôle d'expertise au prétexte que leurs avis ne constituent que des opinions parmi d'autres.

Dans tous les débats importants de ces dernières années, notamment sur les biotechnologies, la politique vaccinale, les radiofréquences ou l'énergie, les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de vingt ans ont trop souvent reculé ou démissionné [...].

Assurément, les découvertes scientifiques peuvent générer des technologies qui, à côté de bénéfices indéniables, peuvent présenter des effets dangereux et il ne s'agit en aucune façon de verser dans un scientisme béat, ou dans une croyance aveugle à l'innocuité des technologies. Les risques ne doivent pas être balayés d'un revers de la main, mais plutôt évalués rationnellement, en tenant à distance les croyances, les partis-pris idéologiques et les discours sectaires car, comme le disait fort justement le mathématicien philosophe, prix Nobel de littérature, Bertrand Russell : « *La science n'a jamais tout à fait raison, mais elle a rarement tout à fait tort, et, en général, elle a plus de chance d'avoir raison que les théories non scientifiques. Il est donc rationnel de l'accepter à titre d'hypothèse.* » En particulier, les actions destinées à empêcher la réalisation d'études d'impact et d'évaluation des risques doivent être dénoncées comme contraires au bien public et fortement sanctionnées.

La culture scientifique est en recul dans les médias où, trop souvent, des raisonnements simplistes, constituant avant tout des coups de communication et ne respectant pas les règles éthiques, sont présentés comme des informations incontestables, lesquelles sont souvent démultipliées par les réseaux sociaux.

La pratique de la méthode scientifique est en recul dans nos écoles, comme l'apprentissage des sciences qui contribue pourtant à la formation des futurs citoyens.

La démarche scientifique régresse enfin dans les assemblées et les ministères, là même où se prennent des décisions non suffisamment fondées engageant l'avenir de notre pays et de nos compatriotes. Des responsables politiques n'hésitent pas à contredire des avis ou des recommandations émis par des comités scientifiques et des agences créés par l'État ou par l'Union européenne pour les éclairer dans leurs décisions.

[...] C'est la nature même du progrès qui est remise en cause. Celui-ci doit bien sûr être maîtrisé et partagé mais la République doit avoir foi dans le progrès scientifique, qui a été et reste le principal facteur de progrès économique, sanitaire, social et environnemental.

Plus que jamais, la République a besoin de savants.

S'ensuit la proposition de résolution constituée d'un article unique. Elle réaffirme que la France « *héritière d'une longue tradition scientifique, rationaliste et de la philosophie des Lumières, a toujours incarné le progrès et la science au service de l'humanité* » et reprend à son compte les termes d'un rapport de l'UNESCO selon lequel « *les sciences, la technologie et l'innovation ont la*

capacité de changer la donne pour relever pratiquement tous les défis mondiaux les plus urgents ». Dix propositions sont alors énoncées, portant sur la formation scientifique, la place des sciences humaines, le financement de la recherche et la nécessité de mieux prendre en compte l'expertise scientifique dans le processus de décision.



Bernard Accoyer

Député Les Républicains de la 1^{ère} circonscription de Haute-Savoie

Depuis plusieurs années, la place de la démarche et de la culture scientifiques est en recul dans notre pays, dans les médias, dans les établissements d'enseignement, dans les instances décisionnelles, assemblées, ministères, cabinets, partis politiques. Cette évolution inquiétante prend sa source dans la confusion de plus en plus marquée entre ce qui relève des savoirs issus d'une démarche scientifique rigoureuse et ce qui relève de croyances ou de désinformation.

Devant ce constat paradoxal au pays des Lumières, de la rationalité et du progrès, nous avons voulu, avec mon collègue et ami, Jean-Yves Le Déaut, président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), engager une réflexion commune, en créant une association, Démo-Science, regroupant des élus de différents horizons politiques, des membres de la communauté scientifique, des professionnels des médias et des personnes sensibilisées aux apports de la pensée scientifique.

Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, les députés ont la possibilité de proposer à notre assemblée d'adopter des résolutions. Cet instrument parlementaire nous a paru le plus adéquat pour proposer à nos collègues de réaffirmer, dans un texte solennel adopté par la représentation nationale que la République doit avoir foi dans le progrès scientifique qui a été et reste le principal facteur de progrès économique, sanitaire, social et environnemental. Une proposition de résolution en ce sens a ainsi été préparée par des parlementaires de sensibilités différentes et le concours actif de scientifiques de toutes les disciplines

Avec Jean-Yves Le Déaut, nous avons engagé des démarches auprès du président de l'Assemblée nationale et des présidents des groupes parlementaires afin que cette proposition de résolution soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et discutée avant la fin de la session parlementaire en février prochain. Et nous avons très bon espoir d'aboutir.



Jean-Yves Le Déaut

Député Parti Socialiste de la 6^{ème} circonscription de Meurthe-et-Moselle

La place des sciences régresse dans nos sociétés, que ce soit dans les médias, à l'école, mais aussi au sein même de nos institutions. Le budget qui est consacré à la préparation de l'avenir reste insuffisant. Pire encore, la numérisation de nos sociétés entraîne la diffusion de croyances qui contribuent à brouiller le message délivré par la science. La parole scientifique devient ainsi une simple opinion parmi d'autres. Cette dévalorisation fragilise le socle de nos valeurs républicaines et menace notre démocratie. Au début et au milieu du XXe siècle, la science a été érigée en priorité nationale, car elle est le principal facteur de développement du progrès économique, sanitaire, social et environnemental. Aujourd'hui, la nature même du progrès est remise en cause. Comme l'a souligné l'Unesco dans son rapport du 18 septembre 2016 sur « L'avenir de la consultation scientifique pour les Nations Unies », la science est un bien commun qui permet une meilleure compréhension du monde.

L'Office Parlementaire des Choix Scientifiques et Technologiques ne cesse de rappeler dans ses travaux que la science est un vecteur essentiel de l'innovation, dimension centrale du développement de l'économie et de l'emploi dans les sociétés contemporaines. Il y a donc urgence à reconsidérer la place des sciences et du progrès dans notre République. C'est le principal rempart contre le repli sur soi, le populisme, l'obscurantisme et l'intégrisme.

C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé, avec plusieurs collègues de différents groupes politiques, de porter cette résolution appelant à avoir foi dans un progrès maîtrisé et partagé. Elle doit rendre à la parole scientifique sa place au cœur de tous les débats, ce qui favorisera une meilleure

appréhension par les citoyens des grands enjeux sociétaux qui nous attendent et permettra de lutter efficacement contre la radicalisation des pensées.

Science et pseudo-sciences, 319, 10-12, 2017

<http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?article2790>